



Groupe de Bruges

Rencontre d'Amsterdam, 14 et 15 mai 2006

Compte-rendu destiné aux membres du Groupe

La rencontre a réuni 13 membres du groupe ainsi que son fondateur, M. Pisani

Membres participants: Arjan Berkhuisen; Mario Campli; Emilio Chiodo; Dacian Ciolos; Franz Greif ; Zdenek Linhart ; Edgard Pisani ; Hans Popp ; Franco Sotte ; Arie Van Den Brand ; Marta Stauder ; Attila Simon; Bart Soldaat (secrétaire) ; Bill Vorley.

- Mot de bienvenue par le président Arie van den Brand,
- Introduction de nouveaux membres
Arie accueille quatre nouveaux membres : Arjan Berkhuisen (Pays-Bas), président du groupe de travail sur l'agriculture du Bureau européen de l'environnement ; Mario Campli (Italie), directeur général du Legacoop Agroalimentare et ancien président du Cogeca, Emilio Chiodo (Italie) chercheur à l'Università degli Studi di Teramo, Dipartimento di Scienze degli Alimenti et Attila Simon (Hongrie), agriculteur et ancien président de l'Association des Jeunes Agriculteurs de Hongrie.
- Nouvelles des membres du Groupe
Franco Sotte :
 - est aussi président de l'Associazione Alessandro Bartola. L'année dernière, cette association a commencé à publier un bulletin d'information diffusé par e-mail en italien : agriregionieuropa (www.agrireregionieuropa.it). Le site reçoit maintenant environ 3500 visites par mois. Il contient une section appelée 'Fenêtre sur la PAC'. Il donne de l'information sur les événements et ateliers de diverses régions italiennes. L'idée est d'étendre le bulletin pour créer un réseau de lettre d'information nationales. Pour cela l'association, avec le GdB, a fait une demande à la Commission européenne pour réaliser une version néerlandaise. La réponse est attendue en juin 2006.
 - a développé avec Mario Campli un cours d'e-apprentissage pour les entrepreneurs de l'agriculture et l'agrobusiness, soit environ 160 administrateurs de coopératives.

Bill Vorley:

- dirige le Sustainable Markets Group, qui effectue des recherches à partir d'une approche en terme de filière alimentaire.
- est dans le conseil d'administration de Sustain, une fédération britannique d'environ 70 organisations pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
- porte un projet sur les conséquences des investissements de l'industrie de détail dans les pays à bas et à moyen revenu en Europe, mais aussi en Afrique (Zambie) et Asie (Indonésie)
- mène des recherches sur le développement de biocarburants.

Dacian Ciolos:

- depuis l'année dernière, est conseiller pour le ministre roumain de l'Agriculture, des Affaires internationales et du Développement Rural. La Roumanie négocie actuellement avec la Communauté européenne sur son accession à l'UE. Le rapport d'évaluation sera présenté le 16 mai. Le but du ministère roumain est de renforcer la classe moyenne rurale. Le monde rural connaît des extrêmes avec environ 28.000 très grandes fermes (de 500 à plus de 10.000 hectares) et environ 4,5 millions de très petites fermes (<2 hectares). Le gouvernement est en train de créer une banque pour faciliter des investissements et organiser le marché.

Arjan Berkhuisen:

- a commencé travailler dans le marketing pour l'industrie maritime. Après quelques années de ce travail, il s'est senti de plus en plus concerné par ce qu'il a vu dans le monde en matière de transports. Il a décidé de changer de carrière et a engagé une formation sur la gestion de l'environnement. Il a commencé à travailler pour Stichting Natuur en Milieu (SNM), ONG néerlandais travaillant sur la nature et l'environnement. SNM s'occupe aussi de la PAC et est le membre du Bureau européen de l'environnement qui a un bureau à Bruxelles. L'EEB a 130 membres et représente 2 million de citoyens.
- Combustibles bio : il y aura une conférence de l'EEB bientôt pour promouvoir un système de certification pour la production d'huile de palme durable
- Le 30 mai, l'EEB organise une discussion avec le Parlement européen à Bruxelles sur l'avenir de la PAC, en prévision d'une réforme en 2008. L'EEB dit que nous aurons besoin de la PAC et d'un budget, même au-delà de 2013, mais que l'UE doit en changer le cours quant aux objectifs et aux instruments.

Attila Simon:

- A une ferme d'environ 80 hectares en Hongrie avec production de fruits, noix, légumes et céréales.
- Est le vice-président de l'Association des Jeunes Agriculteurs Hongrois. Selon lui, les jeunes agriculteurs de Hongrie sont sceptiques envers la PAC. Le problème est qu'il y a un manque de information parmi les agriculteurs quant à la politique de l'UE, à cause d'un manque de traducteurs et de conseillers.

Franz Greif:

- A pris sa retraite l'année dernière, mais n'est pas moins actif. Participe à Regiosustain, qui essaie de créer des modèles pour l'énergie renouvelable. Quatre régions sont impliquées
- est en contact avec le directeur du Forum Eco-Social pour voir si le GdB peut être invité à leur prochain « Wintertagung ». Le Forum poursuit sa propre stratégie politique, qu'ils appellent le Plan Global Marshall (www.globalmarshallplan.org). Franz Fischler est maintenant le nouveau président du Forum. Il est convenu que nous lui écrivons une note sur la coopération future possible
- Franz propose un nouveau membre originaire d'Ukraine

Martá Stauder:

- En ce moment le thème principal de son travail de recherche concerne le commerce d'aliments et le développement de la vente au détail en lien avec la question d'importations alimentaires. On attendait, après l'élargissement, que la Hongrie devienne un exportateur alimentaire net. C'est l'inverse qui s'est produit. Marta essaie de comprendre la logique et les mécanismes de cette évolution.

Zdenek Linhart:

- participe aux négociations à Bruxelles sur l'industrie du biocarburant à partir de graine de colza, pour la République tchèque

- Est le président d'une association de chasseurs
- Construit un projet sur les e-affaires pour les petites et moyennes entreprises (voir aussi EFITA mailinglist)
- Fait des études sur le prix des transport et les opportunités de créer une infrastructure de traitement domestique.

Edgar Pisani:

Est en train de écrire un nouveau livre sur l'agriculture mondiale. Pour lui, l'Europe est dans la crise; l'agriculture n'est plus une question d'intérêt public. Dans l'Europe de l'après-guerre, il y avait une vision partagée d'espoir et paix et une stratégie claire concernant les objectifs assignés à l'agriculture. Cela manque maintenant, ce qui explique les réticences de l'UE à admettre de nouveaux membres. L'UE constitue le premier essai de mise en place d'une zone de libre commerce à une telle échelle. La critique de l'OMC envers l'Europe est injuste. D'autre part, nous sommes obligés d'aider de nouveaux membres et de poursuivre processus d'élargissement vers l'Est, en incluant aussi l'Ukraine et la Turquie. Concernant la PAC, la politique préfère l'agrobusiness plus que les agriculteurs eux-mêmes. Nous devons réhabiliter l'agriculture. L'autre question est : que faire des gens qui quitteront le secteur agricole au cours des 10 prochaines années ? C'est un problème international.

Mario Campli:

- Est l'ancien président du Cogeca
- Est le directeur général de Legacoop Agroalimentare. Legacoop est une organisation nationale italienne comptant plus de 1200 membres (coopératives)
- Mario est concerné par le processus d'internalisation de la coopération. Cela lève la question du pilotage de très grandes coopératives. Celles-ci sont devenues plus grandes pour être capables de rivaliser dans les marchés internationaux. Comment peuvent-ils le faire sans perdre leur âme et leur identité ?
- Collabore avec Franco et Emilio, en organisant un atelier sur la situation actuelle de l'agriculture italienne

Emilio Chiodo:

- Est chercheur en économie dans une université au sud de l'Italie
- Est impliqué dans un projet de recherche sur le développement local dans les régions protégées sur le plan environnemental. Dans sa région (Cantabria) 30 % de la surface est constituée de parcs naturels

Arie van den Brand:

- Aux Etats-Unis, l'institut pour l'Agriculture et la Politique Commerciale (IATP, www.iatp.org) a célébré son 20ème Anniversaire. Mark Ritchie, fondateur de l'IATP, s'en va pour engager une carrière politique. Jim Harkness a été nommé directeur : c'est un homme qui a passé les 10 dernières années en Chine pour le WWF
- Est impliqué dans le Laboratoire d'Aliments Durable, lancé par la Fondation Kellogg. L'initiative implique des membres de trois continents : Amérique du Nord, Amérique du Sud et Europe, y compris de l'agrobusiness, pour développer une approche de 'multi stakeholders' et promouvoir une stratégie de création de filières alimentaires durables 'mainstream' (www.glifood.org)
- Est président de Biologica, organisation néerlandaise d'agriculture biologique, qui ressemble des producteurs et d'autres acteurs du secteur de la bio. Le débat aujourd'hui est de savoir comment l'agriculture bio peut être utilisée comme un laboratoire par l'agriculture traditionnelle dans la perspective de diffusion de meilleures pratiques. Des liens sont créés avec des initiatives de promotion de produits locaux .

- **Brève évaluation de la réunion du 1 et 2 novembre 2004 et du 17 juin 2005** (« core group du GdB). Les comptes-rendus sont été approuvés
- **Décision sur l'avenir du Groupe de Bruges:** mission, objectifs, valeur ajoutée, stratégie, structure, membres et thèmes

Valeur ajoutée du GdB

Nous devons analyser la fonction du GdB à la lumière des développements internationaux et européens concernant l'agriculture et le monde rural. Sa fonction était et restera de fournir une critique indépendante, positive et constructive sur la PAC. C'est le coeur de métier du GdB. Pourtant, comme le monde autour de nous change, la perspective du GdB doit changer aussi. Nous devons réfléchir au fait que :

- la société a besoin de l'agriculture et du monde rural et vice versa : l'intégration de ces besoins dans la politique agricole et une réhabilitation de l'agriculture dans la politique et dans le débat public sont nécessaires. Nous devons expliquer au grand public que le budget de la PAC constitue moins de 0,2 % du PNB de l'Europe.
- Nous devons considérer que les besoins de la société ne seront pas automatiquement satisfaits par le marché. L'intervention des gouvernements est nécessaire pour le marché des biens publics, les gouvernements agissant comme acheteur de ces biens. Un nouveau contrat social entre une agriculture multifonctionnelle et la société devra être mis en place ainsi que des instruments politiques appropriés destinés à le mettre en oeuvre.
- Nous devons explorer et définir ces besoins : les aliments, la santé, l'environnement, le travail, la viabilité des régions rurales
- Nous devons distinguer les rôles différents de l'agriculture : la nourriture, les aliments et les biocarburants
- Nous devons distinguer les différentes fonction du monde rural : l'agriculture, le travail, la résidence, les infrastructures, la culture, l'environnement
- Nous devons considérer de nouveau la question de la multifonctionnalité de l'agriculture et du monde rural
- Nous devons considérer de nouveau le thème de la durabilité et y inclure aussi le secteur de la pêche: une grande proportion du poisson pêché sert de nourriture aux poissons d'élevage
- Nous devons considérer le fait que les agriculteurs de l'UE 27 et des Etats-Unis constituent ensemble moins de 1 % de tous les agriculteurs dans le monde, alors que dans le reste du monde une majorité de la population est composée d'agriculteurs ou de paysans (Inde : 650 millions; Chine : 800 millions). Les implications en termes d'influence démocratique et politique sont donc complètement différentes
- Nous devons garder à l'esprit une perspective à long terme : en 2050 il y aura 9 milliards de personnes à nourrir. Est-ce un problème de production d'aliments (quantité et qualité de calories) ou d'accès aux aliments ?
- Nous devons estimer que, suite à l'élargissement de l'UE 25 et de l'UE 27, le panorama et le contexte de la PAC ont radicalement changé. Par exemple, en Roumanie il y a 4,5 millions d'agriculteurs et de paysans (sur une population de 20 millions de personnes) dont seulement un tiers sera reconnu par la PAC pour les paiements directs, le reste n'aura pas accès aux instruments de la PAC mais est indispensable pour l'avenir du monde rural de la Roumanie.
- Nous devons estimer que la PAC sera essentiellement réformée par la Communauté européenne en fonction des négociations de l'OMC et non pas en fonction de la situation intérieure et des besoins de la société et de l'agriculture.
- Nous devons estimer que, quant à l'avenir de l'agriculture et du monde rural, nous avons besoin, plus que jamais, d'une approche multipartenariale. Nous avons aussi besoin d'exemples concrets qui montrent que cette approche multipartenariale a

prouvé son efficacité, par exemple lors de la collaboration entre les agriculteurs, les écologistes et l'église en Suède. Nous devrions inviter des représentants de telles initiatives.

Composition du GdB

La proposition d'un groupe de base (président, vice-président, présidents de groupes de travail et secrétariat), de membres actifs impliqués et engagés, de membres associés et de membres sympathisants, est adoptée.

Chaque membre devra évaluer son rôle futur. La composition sera évaluée par le groupe de base.

Méthodologie

- Rester un laboratoire d'idées indépendant plutôt qu'un groupe de lobby
- Utiliser des médias différents pour diffuser les résultats de notre travail: le manifeste, les débats, le site Internet (en incluant un forum) et une lettre circulaire électronique, les articles dans les magazines d'autres organisations, etc.

Dans ce contexte et étant donnée les limites de nos capacités, il faut établir des priorités. Cela signifie que chaque année, nous aurons un thème central que nous analyserons, puis un débat interne et un débat public. Ensuite, nous établirons une déclaration qui sera diffusée par différents moyens (le manifeste, le site Internet, les articles)

Le secrétaire réécrira cette proposition en intégrant les commentaires des participants.

- Compte-rendu des groupes de travail.
 - OMC (Groupe présidé par Marta Stauder) : une présentation powerpoint sur l'OMC a été faite par M. Stauder, préparée avec Hans Popp et Franz Grief. Cette présentation sera jointe au compte-rendu.
Avant tout il faut distinguer la libéralisation et la globalisation. La libéralisation est un processus politique destiné à libéraliser des marchés : suppression des subventions aux exportations, libre accès aux marchés et diminution des soutiens domestiques. Edgar Pisani explique que, selon lui, la globalisation est une drogue que de grandes compagnies invitent le monde entier à prendre. Ce n'est pas un jeu équitable. Il faut aussi noter la position spéciale de l'agriculture dans ce contexte.

Le GdB est d'accord sur les trois propositions de la page 6 du papier du groupe de travail, concernant la suppression des subventions à l'exportation. Le Groupe n'est pas d'accord sur la stratégie visant à faire tendre des barrières tarifaires vers zéro. Il considère que cela est assimilable à un 'anti-développement'.

Zdenek Linhart propose de décliner le principe de 'subsidiarité' à un niveau global : les accords multilatéraux sur le commerce devraient concerner le commerce seulement mondial et ne pas interférer avec la production locale.

Franco Sotte : le marché travaille bien seulement si les règles internationales et les accords sont équitables. Nous savons que la libéralisation des marchés, surtout pour les marchandises agricoles, est à l'origine de la volatilité des prix. Il y a donc besoin de stabiliser des marchés et pour cela, nous avons besoin de règles.

Arjan Berkhuisen : dans un marché global les gens devraient être capables de faire la distinction entre les marchandises durables et non durables par un système de

labellisation standardisé. Dans le contexte de l'OMC, cela n'est pas possible¹. Cela pourrait tirer la qualité vers le bas dès lors que le prix réel de production n'inclut pas le coût de la durabilité.

- PAC (président F. Sotte):

A la base a été réalisée une analyse SWOT (forces, faiblesses, opportunités, contraintes) faite par Franco et Emilio Chiodo (voir sur le site Internet GdB). La perspective est dessinée à long terme, 2020-2025, avec en perspective une révision de la PAC 2008 et avec l'Agenda 2000 comme point de référence. Si nous traduisons l'analyse au GdB nous devons dire que le paiement direct basé sur les droits historiques n'est pas une nouvelle politique, mais une vieille politique. Ce paiement doit être considéré comme le loyer et un plan de retraite.

Nous devrions être contre cette politique, parce qu'elle signifie le status quo. Nous devrions argumenter en faveur d'un re-couplage, lié aux services environnementaux. La conditionnalité environnementale (cross-compliance) est un instrument trop faible.

Le deuxième pilier devrait en fait devenir le premier. Il y a, dans le nouveau budget, très peu d'argent pour le développement rural. Cela signifie que les dépenses devraient être concentrées et priorisées. L'argent devrait être destiné à de jeunes agriculteurs entrepreneurs qui ont une perspective à long terme.

Zdenek Linhart : pas de subvention pour faciliter la revente d'entreprises, ce qui est la pratique dans beaucoup de nouveaux membres. Si nous faisons des priorités budgétaires en faveur de certains projet et de certains destinataires, quels projets choisissons-nous et qui fera la sélection ? Cela devrait être fait par un processus démocratique.

Martá Stauder: les premier et deuxième pilier vont-ils être maintenus après 2013 ? Autrement dit, devrions-nous travailler à partir de l'existant ou devons-nous penser à un nouveau système ?

Edgar Pisani: déjà en 1962 nous avons mis en place un fond d'action sociale en France pour offrir une pension aux agriculteurs quittant l'agriculture. En échange ils mettaient leur terrain dans un 'pool'; c'était un marché fermé.

Attila Simon: nous devons considérer l'avenir de l'agriculture depuis la perspective de la jeune génération. Il n'y a pas d'assez d'argent dans les exploitations agricoles pour financer la restructuration. L'agriculture a une mauvaise image chez les jeunes, on travaille beaucoup pour un salaire faible et beaucoup de risque. Bientôt viendra une nouvelle réforme qui laissera des fermes plus grandes et moins nombreuses. Quelles conséquences pour l'économie, l'écologie et pour l'exploitation familiale?

Dacian Ciolos: devons-nous partir de la situation de l'agriculture en Europe d'aujourd'hui ? Si oui, nous nous trouvons dans une situation dangereuse et perverse où, par exemple, une ferme de 2000 hectares en Roumanie, dirigée par une compagnie privée qui a acheté l'ancienne ferme d'Etat avec ses bâtiments et machines à un prix très bas reçoit 80 € par hectare de paiement direct pour ne

¹ Bien que l'Article XX du GATT déclare que les membres WTO peuvent être exemptés de leurs obligations commerciales pour protéger l'humain, l'animal et la vie d'équipement ou conserver des ressources minérales quand jugé nécessaires. Il y a aussi plus de 200 accords multilatéraux de l'environnement, dont environ 20 d'entre ceux-ci incluent des provisions qui peuvent affecter le commerce.

rien faire. Cette exploitation ne demandera pas de modernisation, n'investira pas dans le deuxième pilier et il ne contribuera pas à l'économie locale. Les deux piliers ne correspondent pas à la situation de l'UE actuelle. Nous ne nous sommes jamais demandés ce dont nous avons besoin pour nous et nous ne faisons que voir l'adaptation du système de l'UE. Pour le programme 2007-2013, je vois trois objectifs :

1. maintenir la population dans les régions rurales pour préserver l'emploi. Cela signifie encourager l'agriculture à temps partiel dans de certaines régions
2. soutenir l'agriculture compétitive dans quelques régions
3. fournir des services environnementaux dans une troisième catégorie de régions

Arjan Berkhuisen : il devrait y avoir un ensemble de conditions standard à respecter pour être payé du tout, de façon à ne pas avoir besoin des deux piliers. Et nous avons besoin d'un système de label intégré dans une nouvelle politique de l'UE vis-à-vis du marché.

Emilio Chiodo : au lieu de considérer l'agriculteur individuel, comme la politique de l'UE le fait maintenant, nous devrions regarder les comportements collectifs dans les régions. Cela signifie choisir une approche territoriale pour les paiements directs, pour laquelle l'activité coopérative serait la base

Franz Greif :

- il y a un manque de successeurs surtout parmi les agriculteurs à temps partiel
- les programmes de développement ruraux sont nationaux par nature. L'Autriche pourrait en donner un bon exemple
- nous devons fixer un prix pour la multifonctionnalité et nous avons besoin d'une politique de planification de l'espace rural

Bill Vorley :

- les paiements directs peuvent être vus par l'OMC comme une politique de soutien domestique cachée
- nous devrions considérer non seulement le premier et deuxième pilier, mais l'ensemble du développement régional, structurel et les fonds de cohésion
- Nous devons compenser temporairement les victimes de la réforme

Edgar Pisani : n'importe quel changement doit être payé. Ce changement sera plus profond que jamais. Qui paiera : l'environnement, les pauvres, les vieux ?

Il est convenu que l'analyse SWOT sera reconsidérée en vue de contribuer à la proposition du GdB pour la nouvelle politique de l'UE 27 pour l'année 2020.

- Balkans/Turquie (président D. Ciolos)
Du fait de la nouvelle position de Dacian au le Ministère de l'Agriculture roumain, le temps a manqué pour lancer ce groupe. Dacian a cependant réfléchi à cette tâche : la réflexion ne devrait pas seulement inclure les Balkans et la Turquie, mais aussi d'autres pays de L'Europe de l'Est comme l'Ukraine, la Moldavie et l'Albanie. Nous devons engager une analyse de la situation dans chacun de ces pays et auditionner des personnes originaires de ces pays dans le GdB. Franz a déjà un contact en Ukraine, ainsi que Zdenek.

Martá peut contribuer grâce à son projet de recherche qui inclut ces pays. Pour l'Albanie, nous avons déjà Adrian Civici comme membre du Groupe. Hans Popp indique qu'il y a un bureau de la FAO à Budapest que nous devrions contacter pour fournir de la matière à notre recherche. Mario cherchera des contacts dans

le monde des coopératives grâce à l' International Assembly. Arjan cherchera des contacts via l'EEB. Attila indique qu'un nouveau centre pour les agriculteurs existe. Il enverra une liste d'adresses.

La question clé est de connaître les effets de l'élargissement et les implications pour le PAC, surtout si et quand la Turquie intégrera l'UE. On ne peut pas être injuste ou égoïste quand arrivera l'élargissement.

Il est convenu que ce thème constituera le thème-clé de 2007. Une rencontre sera organisée dans un des pays de l'Est.

Le groupe de travail est composé de Dacian, Martá, Zdenek, Attila. Dans cette perspective, nous aurions aussi besoin d'un troisième secrétariat dans un des pays de l'Est. Dacian recherchera des possibilités

Pour financer ce travail, nous pouvons essayer la FPH, le Cogeca et la Commission européenne via leur unité SAPARD.

Évaluation : la poursuite des groupes de travail et la formation de nouveaux groupes

Un nouveau thème est proposé : les filières alimentaires. Bill Vorley a réalisé une étude sur les développements récents des supermarchés en Europe. Les supermarchés ont commencé à s'internationaliser aussi dans les pays de l'Europe de l'Est. Un effet évident est celui de la baisse des prix ; parfois les produits sont offerts en dessous du prix coûtant. Bill a été particulièrement inquiet par le directeur de Tesco déclarant que le consommateur est le meilleur régulateur du marché. Ce n'est pas le cas. Le consommateur attend lui-même des régulations, par exemple au moyen de normes de production et de la sécurité alimentaire. Nous avons besoin d'une politique permettant de satisfaire les besoins qui ne sont pas satisfaits par le marché. Cela ne fait pas partie de la PAC, mais d'autres mécanismes de régulation. Dans certains cas il y a des règles nationales, par exemple en Hongrie où 70% de l'offre alimentaire doit provenir de Hongrie.

Hans Popp : le consommateur peut aller dans deux directions : il peut être un partenaire dans une alliance pour la recherche de qualité ou rechercher des produits bon marché.

Emilio Chiodo: le défi est de définir la qualité: qui détermine l'ordre du jour, qui impose sa définition de la qualité? Les grandes entreprises ont mis le système EurepGAP en place. Un autre système, soutenu par la l'UE est fondé sur les produits d'origine.

Arjan Berkhuisen : il y a un manque d'information chez les consommateurs. L'UE a une responsabilité dans la fourniture de ces informations.

Zdenek Linhart : je vois deux positions émerger. La première consiste à laisser la responsabilité dans les mains des producteurs et l'autre consiste à engager une bataille déjà perdue contre les supermarchés. Dans ce sens l'UE est déjà élargie.

Martá Stauder veut travailler sur la proposition de Bill en partant de la question : comment les producteurs s'adaptent-ils à la nouvelle structure de pouvoir dans les filières alimentaires ?

Il est conclu que ce thème n'est pas le coeur de métier du GdB puisqu'il a peu de rapport direct avec la PAC. Pourtant, il est important quand nous le considérons dans la perspective des besoins de société et des besoins de l'agriculture. Il est convenu que ce sera central pour 2008.

Un nouveau groupe de travail avec Bill Vorley, Martá Stauder et Mario Campli travaillera sur un document de base, aidées par Bart Soldaat

Conclusion : programme pour la période 2006 - 2008

Le GdB a défini un programme pour trois ans :

2006: sur le thème de la mondialisation, la libéralisation et la gestion durable du territoire

2007: L'Europe de l'Est et la Turquie: les effets de l'élargissement, les implications pour la PAC

2008: les filières alimentaires mondialisées et le rôle des gouvernements

Les dilemmes de la mondialisation : mondialisation, libéralisation et gestion durable du territoire : bref débat sur le thème, les objectifs des réunions et le manifeste

Edgar Pisani : la question stratégique est en ce moment: l'OMC, faut-il l'aider ou le tuer ? Il y a un risque réel que Bush le pousse en avant. Avons-nous une alternative ? Et s'il y a un accord, que seront les résultats attendus ?

Hans Popp : de mon point de vue, l'échec n'est pas une option si on considère les problèmes actuels. Nous devons travailler à un niveau mondial en nous intéressant aux subventions à l'exportation, à l'accès au marché et aux soutiens domestiques. La tendance principale est le libre-échange, pas seulement à l'OMC, mais aussi à l'intérieur de l'Europe et des gouvernements nationaux. Mais il faut se rendre compte que si les tarifs douaniers tendent vers zéro, le budget de PAC devra être doublé si on souhaite maintenir une compensation de 100 %

- Programme 2006

Après la réunion et le débat public du 15 mai 2006, il y aura un table ronde d'experts le 29 septembre à Paris. Le travail sur ce thème sera conclu par la présentation d'un manifeste en décembre aux ministres de l'Agriculture français et néerlandais. Cette présentation sera organisée comme un événement avec contacts avec la presse, le Conseil européen et le Parlement européen.

Quant à la liste d'experts chacun doit vérifier la liste envoyée: qui faut-il inviter, de qui pouvons-nous nous passer; qui manque-t-il ?

Pour le manifeste, Bart Soldaat et Pierre-Yves Guihéneuf écriront une première proposition qui sera envoyé à chacun pour faire des commentaires. Le manifeste servira de base pour des articles dans les journaux. Edgar Pisani est disposé à écrire la préface du manifeste.

- Remarques finales

- Bart fera un résumé du programme 2006-2008, l'enverra à tous les membres et le mettra sur le site Internet. Ce programme sera aussi envoyé aux financeurs
- Franco fera une proposition d'une page sur le bulletin d'agrireionieuropa et sur le programme d'e-apprentissage après la décision de la Commission européenne concernant la demande de subvention.